

LE PASSAGE DU RESEAU A L'ALLIANCE : POURQUOI ET COMMENT ?

La crise de l'État Nation en Afrique a décidé des Institutions comme la FRAO, la FPH et le REPADEG à s'investir activement dans la problématique de la gouvernance à la fin de l'année 1999. L'engagement fut pris de participer à l'espace public africain de réflexion et d'action sur la gouvernance avec un double défi :

- construire une parole africaine sur la gouvernance ;
- changer les conceptions et les pratiques africaines de gestion des affaires publiques.

La stratégie de l'intervention retenue était de lancer un «~processus interafricain de dialogues sur la gouvernance~» avec, au moins, deux moments distincts~:

- exister dans le champ des initiatives africaines sur la gouvernance ;
- agir sur le changement politique en Afrique.

C'est dans ce cadre qu'il convient de situer aujourd'hui le passage du «~Réseau Gouvernance~» à « l'Alliance pour refonder la gouvernance » : le Réseau nous a permis d'exister et c'est avec l'Alliance que nous allons refonder.

LE RESEAU POUR EXISTER

Exister et être reconnu comme acteur crédible dans le champ de la gouvernance en Afrique a été la première préoccupation des initiateurs du processus. En termes d'organisation et de fonctionnement, le choix du réseau a été arrêté. Il fallait exister sans créer une Institution, une structure formelle de plus, tout en développant une mobilisation d'acteurs avec un sentiment d'appartenance commune à un projet collectif autour de valeurs et d'objectifs partagés. De ce point de vue, le réseau a été constitué de membres pour être une entité distincte, sans statut juridique ni structuration formelle.

L'exigence de reconnaissance a été satisfaite à travers quatre principales actions :

- Une démarche inclusive de mobilisation des acteurs réels de la gouvernance : elle s'est faite à travers des collègues qui ont été des instances d'identification, de participation et d'organisation d'acteurs porteurs d'expériences, soucieux de les signifier et de les partager.
Ces collègues ont correspondu à différentes communautés ou catégories socioprofessionnelles.
Leurs principales limites ont été leur composition homogène (personnes physiques) l'irrégularité de leur fonctionnement (financement), et leur difficulté d'élargissement (cooptation à partir des carnets d'adresses).
- Une définition de thèmes pertinents de réflexion et d'action : les échelles de gouvernance (locale, nationale, régionale et mondiale) ont été les axes de

développement du travail du Réseau. Leur mise en lien (articulation) a été une des principales plus – values des réflexions menées.

- Une production de qualité fortement appréciée par les acteurs de la gouvernance, en particulier les Etats : un travail minutieux de collectes et d'analyse d'expériences a permis au Réseau d'établir un diagnostic de la gouvernance en Afrique (rapport diagnostic de Bamako) puis de formuler 15 propositions concrètes pour commencer à changer l'Afrique (cahier de propositions).
- Une identité propre~: à travers toutes ces phases qu'il aura parcourues seul, le Réseau a incontestablement acquis une personnalité et une crédibilité. Il a ainsi fait la preuve de sa capacité et surtout de son originalité à travers notamment le tryptique « action – réflexion – action » , l'articulation entre les échelles de gouvernance, et surtout l'émergence du concept de « gouvernance légitime».

Fort de ces acquis, et conformément à l'idée de « processus » énoncée au départ, une nouvelle phase est en train de s'engager. Elle correspond à l'Alliance qui est à la fois une continuité du processus, mais aussi une rupture dans certains éléments du Réseau.

De la collecte d'expériences nous passons à l'alliance d'initiatives, même si cette collecte doit se poursuivre pour renouveler la réflexion, mais surtout pour que les organisations porteuses d'initiatives n'accaparent pas la parole des acteurs de base de la gouvernance. Il s'ensuit que de la logique de personnes physiques porteuses d'expériences, nous passons à une logique d'organisations porteuses d'initiatives correspondant à la parole des acteurs réels de la gouvernance.

Du sentiment d'appartenance commune (membre) nous passons à une volonté commune de partager une initiative (allié) pour la faire aboutir. En cela, l'Alliance est une modalité de travail entre des organisations indépendantes mais autour de préoccupations communes.

L'ALLIANCE POUR REFONDER

Outre les limites d'organisation et du fonctionnement du Réseau, notre conception de la gouvernance ainsi que notre ambition de la refonder nous imposent cette rupture. En effet, dans la logique d'une gouvernance légitime, nous avons aujourd'hui trois défis~:

Relier~: le «~Réseau Gouvernance~» , en tant qu'initiative, cohabite dans l'espace public africain avec d'autres initiatives qui ont les mêmes préoccupations, qui réfléchissent et qui agissent en conséquence sur la même problématique (gouvernance), mais avec des portes d'entrée différentes. Dès lors, la raison, le renforcement de la légitimité de ces initiatives et la recherche d'efficacité nous recommandent une stratégie de rapprochement et d'alliance avec le plus grand nombre. Le changement ne va de soi : il doit être partagé et porté par le maximum d'acteurs influents possible. Aussi, il doit s'étendre à toute l'Afrique.

D'une part, un important effort d'identification et de contact de ces initiatives doit être mené dans chaque pays pour constituer des pôles forts et crédibles. C'est l'idée des groupes d'initiatives qui devront être des cadres de convergence entre initiatives.

De ce point de vue, l'expérience des collègues nous enseigne que, pour être viables et légitimes, ces groupes d'initiatives doivent être portés et constitués principalement par des organisations (porteuses d'initiatives) qui, comme le Réseau, ont fait la preuve de leur engagement, mais aussi de leur capacité et de leur crédibilité sur le thème de la gouvernance en Afrique à travers une itération entre l'action et la réflexion.

D'autre part, l'Alliance doit nous permettre de relier des initiatives existantes dans toutes les régions du continent, notamment celles dans lesquelles le réseau n'a pu se développer en raison des faibles moyens dont il disposait. Des pôles régionaux devront être constitués. Il faudrait alors identifier sans délai des organisations « leaders » pour lancer ces pôles régionaux.

Valoriser, enrichir et valider nos propositions : s'ouvrir aux autres est une opportunité d'enrichissement mutuel. C'est aussi une voie pour faire triompher des convictions communes. Toutefois, c'est une démarche qui se construit à partir de l'apport concret de chacun. C'est pourquoi nous soumettons aux Alliés le cahier de propositions qui se trouve ainsi valorisé. En retour, nous devons légitimement attendre des autres initiatives qu'elles discutent nos propositions, mais aussi qu'elles les complètent (en pertinence comme en nombre) à partir de leur propre production. De la production du Réseau, nous passerons ainsi à la production de l'Alliance validée par tous.

Expérimenter nos propositions et influencer les politiques publiques~: dans la mesure où notre objectif ultime est de refonder la gouvernance, il nous faut identifier des initiatives d'organisations, qui par leur présence sur le terrain et leur contact avec les acteurs réels de la gouvernance, offrent des champs d'expérimentation aux principes et aux propositions de l'Alliance. Dans le même sens, l'Alliance doit réunir des initiatives portées par des organisations dont la capacité de mobilisation, les envergures nationale et internationale sont suffisamment reconnues pour constituer une force d'influence et de dépassement des résistances à venir.